



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1194

25 juin 2015

- **Début de solidarité face au drame des milliers de pourchassés de la République Dominicaine**
- **Plus de 4000 migrants haïtiens expulsés de force, en 8 jours, vers le haut Plateau central**
- **Le Cardinal haïtien Chibly Langlois juge « inhumain » le processus de rapatriement par la République Dominicaine**

>> Début de solidarité face au drame des milliers de pourchassés de la République Dominicaine

Différentes organisations nationales déploient actuellement des efforts pour structurer un mouvement de solidarité envers les milliers de personnes pourchassées de la République Dominicaine.

Vêtements, kits alimentaires et hygiéniques, accessoires pour bébés, matelas, draps, eau potable sont collectés. Ils seront, au fur et à mesure, mis à disposition des rapatriés, qui arrivent par milliers, depuis une semaine, en divers points frontaliers.

Plusieurs écolières et écoliers s'activent pour recueillir des dons de nature diverse. Des groupes privés annoncent la constitution de ressources financières. Des fonctionnaires publics ont réalisé des cotisations, à l'exemple de l'Office national d'assurance-vieillesse. Différentes organisations gouvernementales affinent des plans de contingence, susceptibles de faciliter le logement et la réinsertion sociale des nouveaux rapatriés de la République Dominicaine.

Dans des communautés en province, ce sont les familles qui s'évertuent à accueillir ce flux continu de migrantes et migrants. La plupart des nouveaux arrivés, qui résidaient depuis des dizaines d'années sur le territoire voisin d'Haïti, débarquent dans le pays, dépourvus de tout.

Ils rapportent avoir été réveillés, la nuit, par l'immigration dominicaine qui ne leur permet pas de récupérer leurs biens. Beaucoup indiquent avoir été malmenés et volés.

Au nombre des rapatriés, figurent des Dominicains rendus apatrides par la sentence de septembre 2013 adoptée par la Cour constitutionnelle dominicaine.

Le gouvernement haïtien dénonce le double langage des autorités dominicaines, qui renvoient massivement vers Haïti des milliers de personnes, sans avertissement institutionnel, en violation des accords conclus en 1999 entre les deux administrations politiques de l'île.

Cependant, le gouvernement haïtien a débloqué cinquante millions de gourdes pour faire face à la vague de rapatriés. En début de semaine, plusieurs ministres se sont rendus en différents points frontaliers pour coordonner et gérer les flux successifs de rapatriés ou de personnes expulsées par la République Dominicaine.

Une commission mixte de solidarité nationale, intégrant des membres d'organisations sociales, a été créée à cet effet.

De nouveaux villages devraient être aménagés à travers le pays dans un délai, non encore précisé par le gouvernement.

A Ouanaminthe (frontière commune avec Dajabon, Nord-Est), le correspondant d'AlterPresse a constaté quelques tentes mises en place pour organiser l'accueil.

Un centre d'accueil transitoire a été aménagé dans une école publique à Fonds-Parisien, proche de la frontière de Malpasse, non loin de Malpaso-Jimani.

Quoi qu'il en soit, un plan bien huilé et des moyens appropriés font visiblement défaut. Les opérations en cours, dans l'urgence, sont loin de constituer une réponse adéquate à la situation créée. Les structures, qui commencent à peine à être installées, paraissent plutôt précaires face à l'ampleur des rapatriements.

S'ajoutent aussi toutes celles et tous ceux qui fuient la République Dominicaine pour éviter des rapatriements forcés et qui arrivent par centaines, portant des enfants à bout de bras, munis de leurs effets personnels et de leurs instruments de travail.

Autre complication, on ne sait pas encore ce qui va se passer avec les Dominicains d'origine haïtienne, susceptibles d'être déportés également.

Contrairement à la demande du gouvernement haïtien, pour que les rapatriements soient circonscrits aux postes frontaliers de Malpasse et Ouanaminthe, les autorités dominicaines déversent des milliers de personnes en de multiples points de la ligne frontalière de plus de 300 km.

« Le nombre de rapatriés est tellement élevé qu'il devient de plus en plus difficile de les enregistrer dans nos formulaires », explique un membre du Réseau frontalier Jeannot Succès, débordé par le flux de personnes arrivant sans cesse.

Ceci fait craindre un nouveau drame humanitaire, en ce début d'été 2015 en Haïti.

>> Plus de 4 mille migrants haïtiens expulsés de force, en 8 jours, vers le haut Plateau central (Correspondance Ronel Odatte)

Entre le lundi 15 et le lundi 22 juin 2015, plus de 4 000 migrantes et migrants haïtiens ont été rapatriés de force de la République Dominicaine, vers divers points frontaliers au haut Plateau central.

Le Réseau frontalier Jeannot Succès (RFJS) à Thomassique confirme ne pas disposer de moyens appropriés (mobilier, dont chaises, matelas et autres) pour faire face à ce flux migratoire immense en diverses zones du haut Plateau central.

En début d'après-midi du lundi 22 juin 2015, de timides efforts étaient observés à la mairie de Thomassique, qui a initié un processus de livraison de matelas et de kits alimentaires aux personnes rapatriées.

Ces dernières ont été expulsées vers Haïti après avoir été appréhendées dans leurs maisons, sur leurs lieux de travail et à travers les rues en République Dominicaine.

Interceptés à Santo Domingo, Santiago de Los Caballeros, San Juan de la Maguana, les rapatriés haïtiens sont conduits par les autorités dominicaines vers différents points frontaliers au haut Plateau central.

D'autres sont déportés vers *Tilori* (dans la commune de Cerca-la-Source) et d'autres zones comme *Bòk Banik*, localité limitrophe de la municipalité dominicaine « Pedro Santana ».

Des résidents des communes de Hinche, de Thomassique et de Cerca-la-Source craignent des retombées négatives de cette vague de déportation, qui risque de compromettre l'avenir de leurs communes respectives.

Ces personnes rapatriées, y compris des femmes enceintes, vont probablement faire face à de nombreuses

épreuves, pour survivre dans des zones dont elles ne sont pas originaires.

« Ces personnes sont rapatriées, dépourvues de tout. Nous avons reçu des adultes, des vieillards, qui arrivent pieds nus et des enfants sans vêtements », déplore le représentant du RFJS à Thomassique.

Les milliers de nouvelles personnes, rapatriées ces derniers jours au haut Plateau central, sont originaires, pour la plupart, du Limbé (Nord d'Haïti), de Gros Morne, de Verrettes et de Saint-Michel de Lattalaye (Artibonite).

A Thomassique, des fonds sont en train d'être collectés au sein de la population en faveur de ces compatriotes, privés de nourriture et d'argent.

A Hinche, l'émotion reste vive durant l'accueil des rapatriés.

C'est avec contentement, malgré tout, que l'octogénaire Gabriel Altéas a accueilli son fils aîné, du nom de Mario, qui a laissé sa maison à Hinche, en juin 1990, pour s'installer à Santo Domingo. Âgé maintenant de 51 ans, son fils a choisi, volontairement, de quitter le territoire dominicain, avec sa femme et ses deux enfants, pour commencer une nouvelle vie en Haïti.

« Nous n'avons pas pu ramener nos bagages. Même nos vêtements sont restés là-bas », regrettent-ils.

Arrêté en compagnie de dix autres amis, alors qu'ils étaient tous en route pour aller travailler, un jeune homme, déporté du territoire voisin, éprouve de grandes difficultés pour s'exprimer en créole.

>> Le Cardinal haïtien Chibly Langlois juge « inhumain » le processus de rapatriement par la République Dominicaine

Le Cardinal haïtien Chibly Langlois qualifie d'« inhumain » le comportement des autorités dominicaines dans la gestion du dossier de centaines de milliers de personnes, rendues apatrides par l'arrêt 168-13 du 23 septembre 2013 de la Cour constitutionnelle de la République Dominicaine.

Dans une interview à la chaîne de télévision Island TV, à Miami (Etat de La Floride), Langlois estime très significative la récente déclaration du Pape François, sur le sort des ressortissants haïtiens résidant sans papiers en République Dominicaine.

Il se dit, toutefois, préoccupé par la menace de déportation massive, envisagée par les dirigeants dominicains, à l'expiration, le mercredi 17 juin 2015, du Plan national de régularisation des étrangers.

« La Conférence épiscopale d'Haïti et son homologue en République Dominicaine ont établi des consultations, à

travers la commission sur la migration. Mais, le dossier est, avant tout politique », fait remarquer le Cardinal Langlois.

Outre le Cardinal Langlois, les prêtres Edwidge Carré, de Nashville, et Réginald Jean-Marie, de l'église Notre Dame à Little Haiti, condamnent l'humiliation infligée à Haïti par la République Dominicaine.

« Haïti doit mener une bataille diplomatique pour porter la communauté internationale à intervenir dans ce dossier », déclare le père Jean-Marie.

Lundi 15 juin 2015, lors d'une manifestation devant les locaux du consulat dominicain à Miami, un groupe d'activistes haïtiano-américains, conduit par la députée Daphnée Campbell, représentante du district 108 à Tallahassee, ont dénoncé la politique raciste et discriminatoire appliquée en République Dominicaine.

A lire également

- Une psychose de peur pousse des centaines de migrants haïtiens à retourner au bercail (www.alterpresse.org/spip.php?article18370);
- Haïti-RD : Rassemblement à Montréal pour dire non à "l'apartheid" contre les Haïtiens (www.alterpresse.org/spip.php?article18387);
- Rapatriement : La Papda appelle à une réponse solidaire (www.alterpresse.org/spip.php?article18374);
- Élections : Le Cep en proie à une forte polémique (www.alterpresse.org/spip.php?article18384);
- Football/Rio 2016 : Haïti en quête d'une place qualificative (www.alterpresse.org/spip.php?article18386)